

*Rapport financier trimestriel*

**MARINE ATLANTIQUE S.C.C.**

*30 juin 2014*

# MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

## Table des matières

30 juin 2014

---

	<u>Page</u>
Aperçu de la Société	1
Résultats trimestriels	2
Analyse des risques	3
Rapport sur l'utilisation des crédits	3
Déclaration de responsabilité de la direction	4
État de la situation financière non audité	5
État des résultats non audité	6
État des gains et pertes de réévaluation non audité	7
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) non audité	8
État des flux de trésorerie non audité	9
Notes complémentaires des états financiers non audités	10 - 18

# MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

## Rapport financier trimestriel

### 30 juin 2014

---

Le présent rapport financier trimestriel de Marine Atlantique S.C.C. (la Société) porte sur le trimestre clos le 30 juin 2014. Il doit être lu en parallèle avec le Sommaire du plan d'entreprise de 2014-2015 à 2018-2019 de la Société et son Rapport annuel de 2013-2014, qui comprend les états financiers annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2014. On peut trouver des renseignements sur la Société, notamment le Rapport annuel et le Sommaire du plan d'entreprise, une fois qu'ils auront été approuvés par le gouvernement fédéral, à [www.marineatlantic.ca](http://www.marineatlantic.ca).

Les états financiers non audités et les notes y afférentes ont été établis selon les Normes comptables pour le secteur public. Tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

### APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

Marine Atlantique S.C.C. est une société de transport qui assure une liaison essentielle entre l'île de Terre-Neuve et la province de la Nouvelle-Écosse. La Société est un rouage fondamental de l'économie du Canada Atlantique, surtout de Terre-Neuve-et-Labrador. Ses navires transportent, en effet, des marchandises (notamment, des aliments, des fournitures médicales et des produits de détail) et des passagers (résidents et touristes). À titre de société d'État fédérale, Marine Atlantique S.C.C. a pour mission d'assurer un service de traversier à longueur d'année à la fois pour le trafic commercial et des passagers.

Marine Atlantique S.C.C., qui a son siège social à St. John's (Terre-Neuve), gère des terminaux dans les ports terre-neuviens de Port-aux-Basques et d'Argentia, et dans le port néo-écossais de North Sydney. La Société assure deux liaisons : un service de traversier quotidien de 96 milles marins maintenu à longueur d'année entre Port-aux-Basques et North Sydney, et un service de traversier saisonnier, trois fois par semaine, de 280 milles marins entre Argentia et North Sydney (assuré seulement pendant les périodes de pointe de la mi-juin à la mi-septembre).

Pour s'acquitter de son mandat, Marine Atlantique S.C.C. exploite une flotte composée de quatre traversiers de cote glace : le *Blue Puttees*, le *Highlanders*, l'*Atlantic Vision* et le *Leif Ericson*.

La Société fait chaque année rapport au gouvernement du Canada par l'entremise du ministre des Transports. La mission de la Société, aux termes de la Constitution, est de « maintenir entre North Sydney et Port-aux-Basques, une liaison par bateaux à vapeur mixtes adaptée aux besoins du trafic ». Ce service est essentiel pour relier la province de Terre-Neuve-et-Labrador au Canada proprement dit.

Marine Atlantique S.C.C. est un employeur clé dans chacune des trois villes dans lesquelles elle exerce ses activités. Les niveaux d'emploi au sein de la Société culminent à plus de 1 200 personnes pendant la période de pointe estivale. L'effectif de Marine Atlantique S.C.C. est en majorité syndiqué : environ 96 % des employés sont affiliés à l'un des cinq syndicats qui ont signé l'une des six conventions collectives en vigueur.

Pour garantir l'exploitation sécuritaire des navires en mer, Marine Atlantique S.C.C. est assujettie à diverses lois et divers règlements, dont le *Code canadien du travail*, le *Règlement sur la sécurité et la santé au travail (en milieu maritime)*, la *Loi sur le transport des marchandises dangereuses* et son règlement, la *Loi sur la responsabilité en matière maritime* et son règlement, la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, la *Loi maritime du Canada*, la *Loi sur le cabotage*, le *Règlement sur la sûreté des traversiers intérieurs* et la Partie III du *Règlement sur la sûreté du transport maritime*. La Société est également

# MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

## Rapport financier trimestriel

### 30 juin 2014

assujettie à la *Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (SOLAS)*, le plus important de tous les traités internationaux visant la sécurité des navires marchands.

## RÉSULTATS TRIMESTRIELS

### Aperçu de la performance financière de la Société (en milliers)

	Trimestre clos le 30 juin 2014						
	Réel	Budget	Exercice précédent	Écart par rapport au budget <sup>1</sup>		Écart par rapport à l'exercice précédent <sup>1</sup>	
				\$	%	\$	%
Revenus	26 181 \$	25 546 \$	26 935 \$	635 \$	3 %	(754 \$)	(3 %)
Charges	60 155 \$	63 539 \$	61 115 \$	3 384 \$	5 %	960 \$	2 %

<sup>1</sup> Un écart positif correspond à un résultat favorable par rapport aux montants inscrits dans le budget/comptabilisés pour l'exercice précédent.

### Aperçu statistique

	Trimestre clos le 30 juin 2014						
	Réel	Prévu	Exercice précédent	Écart par rapport aux prévisions <sup>2</sup>		Écart par rapport à l'exercice précédent <sup>2</sup>	
				#	%	#	%
Passagers	65 742	66 806	71 254	(1 064)	(2 %)	(5 512)	(8 %)
Véhicules de tourisme	23 567	23 718	25 277	(151)	(1 %)	(1 710)	(7 %)
Véhicules utilitaires	26 009	25 814	27 372	195	1 %	(1 363)	(5 %)
Équivalents autos <sup>3</sup>	133 151	132 347	140 607	804	1 %	(7 456)	(5 %)
Traversées	421	424	456	(3)	(1 %)	(35)	(8 %)

<sup>2</sup> Un écart positif correspond à un résultat favorable par rapport aux prévisions/chiffres de l'exercice précédent.

<sup>3</sup> Un équivalent auto ou EA correspond à la longueur moyenne d'une automobile.

## Revenus

Les revenus de la Société pour le trimestre considéré ont été supérieurs de 2 % au budget, car les revenus tirés du trafic commercial et des services à bord ont été légèrement plus élevés que prévu.

Les revenus de la Société pour le trimestre considéré ont été inférieurs de 3 % par rapport aux revenus du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution des revenus d'un exercice à l'autre s'explique par la baisse du trafic, qui a été en partie compensée par l'entrée en vigueur de la structure tarifaire de 2014 en avril dernier.

# MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

## Rapport financier trimestriel

### 30 juin 2014

---

#### Charges

##### *Comparaison avec le budget*

Les charges de la Société ont été inférieures de 5 % aux prévisions budgétaires au cours du trimestre considéré. Des économies ont en effet été réalisées à la suite de changements apportés aux exigences opérationnelles et au report de certaines initiatives.

##### *Comparaison avec les charges de l'exercice précédent*

Le montant total des charges de la Société pour le trimestre a été inférieur de 1 % au montant du trimestre de l'exercice précédent. Par ailleurs, les charges d'exploitation ont été plus élevées par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent principalement en raison des pressions inflationnistes. Les charges au titre des avantages sociaux futurs, calculées sur une base actuarielle, ont diminué de manière significative, alors que le montant de l'amortissement est plus élevé en raison de la mise en service d'autres actifs nouvellement acquis.

#### Immobilisations corporelles

La Société a consacré 6,6 millions de dollars à ses immobilisations corporelles au cours du premier trimestre de l'exercice dans le cadre de son programme de réinvestissement continu. Elle a notamment consacré 4,6 millions de dollars à l'amélioration de ses installations à terre et 1,8 million de dollars à divers projets visant ses navires. Le reste de ses dépenses en immobilisations, 0,2 million de dollars, a servi à financer l'achat de matériel informatique et d'autre matériel.

#### Prévisions

Pour 2014-2015, le financement public approuvé pour la Société se chiffre à 127,4 millions de dollars. D'après les résultats du premier trimestre et le budget alloué pour le reste de l'exercice, la Société prévoit respecter le cadre financier approuvé. La Société n'a apporté aucune modification aux buts et objectifs énoncés dans le Sommaire du plan d'entreprise de 2013-2014 à 2017-2018.

#### ANALYSE DES RISQUES

Les risques financiers auxquels est exposée la Société ont déjà été communiqués dans le Sommaire du plan d'entreprise de 2013-2014 à 2017-2018 et le Rapport annuel de 2013-2014. Il n'y a aucun changement important à signaler concernant les risques recensés antérieurement.

#### RAPPORT SUR L'UTILISATION DES CRÉDITS

La Société a reçu des crédits parlementaires de 36,2 millions de dollars du gouvernement du Canada au cours du premier trimestre clos le 30 juin 2014. Veuillez consulter la note 2 a) afférente aux états financiers intermédiaires non audités pour obtenir des renseignements sur la méthode de comptabilisation des crédits parlementaires. La note 3 afférente aux états financiers intermédiaires non audités décrit l'utilisation des crédits parlementaires reçus au cours de la période.

**DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, aux dates présentées dans les états financiers trimestriels et pour les périodes closes à ces dates.

Le président et chef de la direction,

Le vice-président aux Finances,



Paul Griffin



Shawn Leamon, CGA

St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)  
19 août 2014

**MARINE ATLANTIQUE S.C.C.**  
**État de la situation financière non audité**

Au 30 juin 2014  
(en milliers)

	<b>30 juin 2014</b>		<b>31 mars 2014</b>	
<b>Actifs financiers</b>				
Trésorerie (note 4)	22 382	\$	13 364	\$
Débiteurs	9 876		9 868	
Stocks destinés à la revente	399		313	
Instruments financiers dérivés	597		739	
Actif au titre des prestations de retraite constituées	89 290		89 624	
	<b>122 544</b>	\$	<b>113 908</b>	\$
<b>Passifs</b>				
Créditeurs et charges à payer	25 085	\$	30 089	\$
Instruments financiers dérivés	312		227	
Revenus reportés	8 833		2 278	
Somme à payer au gouvernement du Canada (note 3)	12 003		2 604	
Charges à payer au titre des indemnités de vacances	5 941		5 560	
Passif au titre des prestations de retraite constituées	2 057		2 037	
Passif au titre des prestations constituées relatives aux avantages complémentaires de retraite	41 714		41 326	
Passif au titre des prestations constituées relatives aux avantages postérieurs à l'emploi	11 398		11 191	
	<b>107 343</b>		<b>95 312</b>	
<b>Dette nette</b>	<b>15 201</b>	\$	<b>18 596</b>	\$
<b>Actifs non financiers</b>				
Immobilisations corporelles	216 651		218 790	
Charges payées d'avance	8 074		8 950	
Stocks destinés à la consommation	22 218		23 554	
	<b>246 943</b>		<b>251 294</b>	
<b>Excédent accumulé</b>	<b>262 144</b>	\$	<b>269 890</b>	\$

Passifs éventuels (note 7)

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.*

# MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

## Etat des résultats non audité

Trimestre clos le 30 juin 2014

(en milliers)

	Trimestres clos en	
	2014	2013
<b>Revenus</b>		
Produits des activités de transport	22 793 \$	23 412 \$
Produits du supplément pour le carburant	3 355	3 456
Autres produits	33	67
	<u>26 181</u>	<u>26 935</u>
<b>Charges</b>		
Salaires et avantages sociaux	21 397	20 269
Droits d'affrètement	10 910	10 947
Taxes d'importation de navires d'affrètement	715	1 530
Carburant	8 220	7 633
Matériaux, fournitures et services	3 053	2 763
Réparations et entretien	2 875	2 951
Assurance, loyers et services publics	1 809	1 627
Autres charges	706	1 192
Avantages sociaux futurs (note 5)	1 857	5 107
Perte (gain) de change	1	17
Gains (pertes) réalisés sur instruments financiers dérivés	(81)	85
Amortissement	8 693	6 994
	<u>60 155</u>	<u>61 115</u>
(Déficit) avant le financement public	<u>(33 974)</u>	<u>(34 180)</u>
<b>Financement public</b>		
Exploitation	20 272	26 718
Immobilisations	6 553	4 386
	<u>26 825</u>	<u>31 104</u>
Excédent lié aux activités	(7 149)	(3 076)
Excédent accumulé lié aux activités au début de la période	<u>272 115</u>	<u>265 690</u>
<b>Excédent accumulé lié aux activités à la fin de la période</b>	<u>264 966 \$</u>	<u>262 614 \$</u>

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.*



# MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

## Etat des gains et pertes de réévaluation non audité

Trimestre clos le 30 juin 2014

(en milliers)

	Trimestres clos en	
	2014	2013
<b>Gains (pertes) de réévaluation survenus pendant l'exercice</b>		
Perte non réalisée sur devises	(371) \$	418 \$
Perte non réalisée sur instruments dérivés	(307)	(286)
<b>Montants reclassés dans l'état des résultats</b>		
Gain réalisé sur instruments dérivés	81	(85)
<b>Pertes nettes de réévaluation de l'exercice</b>	(597)	47
<b>Pertes de réévaluation cumulées sur les instruments financiers dérivés au début de la période</b>	(2 225)	(4 300)
<b>Pertes de réévaluation cumulées sur les instruments financiers dérivés à la fin de la période</b>	(2 822) \$	(4 253) \$

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.*

# MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

## Etat de la variation des actifs financiers nets non audité

Trimestre clos le 30 juin 2014

(en milliers)

	Trimestres clos en	
	2014	2013
<b>Excédent</b>	(7 149) \$	(3 076) \$
<b>Variation due aux immobilisations corporelles</b>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(6 553)	(4 386)
Amortissement des immobilisations corporelles	8 693	6 994
<b>Diminution (augmentation) des immobilisations corporelles</b>	2 140	2 608
<b>Variation due aux autres actifs non financiers</b>		
Variation nette des stocks destinés à la consommation	1 335	(6 463)
Variation nette des charges payées d'avance	876	10 347
<b>Diminution des autres actifs non financiers</b>	2 211	3 884
Pertes de réévaluation	(597)	47
Augmentation de la dette nette	(3 395)	3 463
Actifs financiers nets (dette nette) au début de la période	18 596	7 872
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de la période</b>	15 201 \$	11 335 \$

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.*

# MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

## Etat des flux de trésorerie non audité

Trimestre clos le 30 juin 2014

(en milliers)

	Trimestres clos en	
	2014	2013
<b>Activités de fonctionnement</b>		
Rentrées de fonds - clients	30 866 \$	31 824 \$
Rentrées de fonds - autres produits	43	72
Financement public - exploitation	21 825	26 342
Financement public - immobilisations	14 399	8 201
Sorties de fonds - fournisseurs	(22 449)	(30 178)
Sorties de fonds - employés	(19 978)	(19 512)
Sorties de fonds - avantages sociaux futurs	(908)	(5 108)
Intérêts et effet des variations des cours du change sur la trésorerie	(381)	394
	23 417	12 035
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(14 399)	(8 201)
Produits sur cession d'immobilisations corporelles	-	-
	(14 399)	(8 201)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	9 018	3 834
Trésorerie au début de la période	13 364	12 087
<b>Trésorerie à la fin de la période</b>	22 382 \$	15 921 \$
La Trésorerie comprend :		
Liquidités soumises à des restrictions	9 095 \$	8 510 \$
Liquidités non soumises à des restrictions	13 287	7 411
	22 382 \$	15 921 \$

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.*

# MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

## Notes complémentaires des états financiers intermédiaires non audités

30 juin 2014  
(en milliers)

---

### 1. BASE DE PRÉSENTATION

Marine Atlantique S.C.C. (la Société) est constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La *Loi autorisant l'acquisition de Marine Atlantique S.C.C. de 1986* établit la Société comme société d'État mère. Dans le but de se conformer à la *Politique maritime nationale* (1995), le mandat de la Société a été réduit à l'exploitation d'un service de traversiers.

La Société exploite un service de traversiers entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador. Les activités de Marine Atlantique S.C.C. ont un caractère saisonnier par nature. La plus forte période d'activité de la Société est l'été (deuxième trimestre) et la période la moins achalandée est l'hiver (quatrième trimestre), car les nombreux touristes préfèrent voyager l'été. La Société profite donc de l'hiver pour effectuer une grande partie des travaux d'entretien annuel nécessaires sur ses navires et ses terminaux portuaires.

Les présents états financiers intermédiaires non audités ont été établis par la direction selon la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) canadiens pour les organismes publics, recommandés par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Les états financiers intermédiaires ne présentent pas toutes les informations à fournir qui sont présentées dans les états financiers annuels audités de Marine Atlantique S.C.C. Les informations présentées ci-après s'ajoutent à celles qui sont contenues dans les états financiers annuels. Les présents états financiers intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 mars 2014.

### 2. MÉTHODES COMPTABLES IMPORTANTES

#### Référentiel comptable

Les états financiers sont préparés conformément aux Normes comptables pour le secteur public du Canada.

#### a) Financement public

La Société reçoit un financement public qui lui permet de répondre à ses besoins de trésorerie à court terme, notamment de faire face à l'excédent des charges d'exploitation sur les produits tirés des activités commerciales et d'acquérir des immobilisations corporelles. Le financement public reçu est comptabilisé en résultat de l'exercice au cours duquel il a été autorisé et toutes les exigences définies ont été satisfaites par la Société. Tout écart entre les montants reçus et les montants requis constitue une somme à recevoir du gouvernement du Canada (ou à payer à ce dernier). La Société vend parfois des actifs et doit alors verser le produit net de la vente des actifs au Trésor. Le cas échéant, le produit net réalisé est porté en diminution des besoins de financement de l'exploitation pour l'exercice au cours duquel la vente a eu lieu.

#### b) Instruments financiers

La trésorerie, les débiteurs, les créditeurs et charges à payer, et la somme à payer au gouvernement du Canada sont évalués au coût.

# MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

## Notes complémentaires des états financiers intermédiaires non audités

30 juin 2014  
(en milliers)

---

Les instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que l'instrument financier dérivé soit décomptabilisé. A ce moment-là, le montant cumulatif des gains et pertes de réévaluation associé à l'élément décomptabilisé fait l'objet d'une écriture de contrepassation et est reclassé dans l'état des résultats. Les coûts de transaction sont passés en charges au moment où ils sont engagés.

### c) Indemnités d'assurance à recevoir

Les débiteurs comprennent des indemnités recouvrables sur assurances qui sont comptabilisées au moment où la Société a l'assurance raisonnable que l'assureur approuvera la réclamation et versera les indemnités.

### d) Stocks

Les stocks, qui se composent principalement d'articles destinés à la consommation à bord des navires, sont évalués au coût historique ou au coût de remplacement, selon le moindre de ces deux montants.

### e) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, qui englobent les navires, les installations et le matériel, sont comptabilisées au coût diminué de l'amortissement cumulé. Les principales pièces de rechange incluses dans les stocks de pièces de rechange des navires sont comptabilisées en tant qu'immobilisations corporelles. À cette fin, les principales pièces de rechange sont celles qu'on prévoit utiliser pendant plus d'un exercice pour une immobilisation corporelle donnée.

Le coût des travaux en cours comprend les matériaux, la main-d'œuvre directe et les frais indirects. Les montants compris dans les travaux en cours sont virés à la catégorie appropriée d'immobilisations corporelles au moment où l'actif est prêt à être utilisé, puis ils sont ensuite amortis.

L'amortissement est calculé à des taux suffisants pour permettre la radiation du coût des immobilisations corporelles, déduction faite de leur valeur résiduelle, sur leur durée de vie utile estimative, selon la méthode linéaire. Le coût des projets à bord d'un navire, déduction faite de leur valeur résiduelle, est amorti sur la plus courte des durées suivantes : la durée de vie utile de l'actif ou la durée de vie utile du navire. Les améliorations locatives sont amorties sur la plus courte des durées suivantes : la durée du contrat de location ou la durée de vie utile de l'actif.

Les durées de vie utiles estimatives et les méthodes d'amortissement sont passées en revue à la fin de chaque exercice. Les taux appliqués aux principales catégories d'immobilisations corporelles sont les suivants :

Navires	5 % à 10 %
Installations côtières	2,5 % à 5 %
Matériel (y compris les projets de navire)	10 % à 25 %
Améliorations locatives	Selon la durée du contrat

# MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

## Notes complémentaires des états financiers intermédiaires non audités

30 juin 2014  
(en milliers)

---

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services, la valeur de l'immobilisation est ramenée à sa valeur résiduelle, le cas échéant. Il ne peut y avoir de reprise sur réduction de valeur.

### f) Avantages sociaux futurs

La Société comptabilise ses obligations au titre des régimes d'avantages sociaux et les coûts connexes, déduction faite des actifs des régimes, au fur et à mesure que les prestations sont constituées. La Société a adopté les méthodes ci-après.

#### Avantages de retraite

##### i) Actif (passif) au titre des prestations de retraite constituées

La Société offre, par l'entremise d'un fiduciaire, un régime de retraite agréé à prestations déterminées qui couvre la quasi-totalité de ses salariés, un régime de retraite supplémentaire non capitalisé à l'intention des cadres supérieurs embauchés avant le 1<sup>er</sup> mars 2001, et un régime d'avantages de retraite supplémentaire non capitalisé, adopté en 2006 à l'intention des titulaires de certains postes désignés, qui établit des prestations pour les services rendus depuis 2004. L'admissibilité à ce dernier régime a été élargie en vue de constituer des prestations pour les services rendus depuis 2009, au bénéfice de tous les participants au régime de retraite agréé à prestations déterminées qui sont visés par le maximum des prestations payables en vertu du régime agréé. En règle générale, toutes les prestations sont fondées sur les années de service et la rémunération moyenne la plus élevée ou la rémunération au départ à la retraite des employés.

Le coût des avantages de retraite est déterminé de façon actuarielle au moyen de la méthode de répartition des prestations prévues au prorata des services et des meilleures estimations faites par la direction du taux de rendement prévu des placements des régimes, des taux prévus de croissance de la rémunération, des taux d'inflation prévus et de l'âge de départ à la retraite des salariés. Le taux d'actualisation utilisé pour calculer les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des régimes de retraite est fondé sur le rendement prévu des actifs du régime de retraite agréé et une estimation des coûts d'emprunt pour les autres régimes.

Le taux de rendement prévu à long terme des actifs des régimes est fonction du rendement estimatif, selon les conditions du marché applicables à la date d'évaluation, de chaque grande catégorie d'actifs et de la composition cible d'actifs précisée dans la politique de placement établie pour le régime. Le rendement prévu des actifs est déterminé par référence à la valeur liée au marché qui est appliquée aux actifs des régimes aux fins de l'établissement des états financiers. La valeur liée au marché des actifs des régimes est établie en appliquant une méthode qui prévoit l'amortissement des gains et pertes relatifs au rendement prévu sur cinq ans. Les gains et pertes actuariels résultent de l'écart entre le taux de rendement réel et le taux de rendement prévu à long terme des actifs des régimes et des variations de la valeur des obligations au titre des régimes de retraite par suite de modifications d'hypothèses actuarielles ou d'écarts entre les résultats réels et les prévisions établies en fonction des hypothèses.

Les gains et pertes actuariels au titre du régime de retraite agréé et du régime d'avantages de retraite supplémentaire adopté en 2006 sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants. Les gains et pertes actuariels au titre de l'ancien régime de retraite supplémentaire sont amortis sur l'espérance de vie moyenne estimative des participants.

# MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

## Notes complémentaires des états financiers intermédiaires non audités

30 juin 2014  
(en milliers)

---

Les ajustements découlant des modifications apportées aux régimes, pour un montant net après compensation des gains ou pertes actuariels non amortis concernant les services rendus par les salariés au cours de l'exercice précédent, sont comptabilisés dans l'état des résultats de la période au cours de laquelle la modification a été apportée.

La durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants au régime de retraite agréé et au régime d'avantages de retraite supplémentaire adopté en 2006 est de 11,3 ans (11,4 ans en 2013). L'espérance de vie moyenne estimative des participants à l'ancien régime de retraite supplémentaire est de 17,0 ans (17,0 ans en 2013).

### ii) Régimes de soins de santé et de soins dentaires

La Société fournit une assurance-vie et une assurance pour soins de santé et soins dentaires à ses employés actifs ou à la retraite. Les salariés syndiqués, les salariés non syndiqués et les cadres sont admis à bénéficier d'une couverture d'assurance-vie de base et d'assurance-vie facultative à compter du premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de 60 jours d'emploi continu. Les salariés syndiqués sont admis à bénéficier de prestations dans le cadre d'une assurance complémentaire couvrant les soins médicaux et dentaires à partir du premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de 1 040 heures de travail effectuées et les salariés non syndiqués et les cadres y sont admissibles à compter du premier jour du mois qui suit la date à laquelle ils ont été embauchés.

Le coût des avantages complémentaires de retraite est déterminé de façon actuarielle à l'aide de la meilleure estimation faite par la direction du taux de participation future au régime de soins de santé et de soins dentaires des retraités, du coût moyen des soins de santé par personne assurée, des taux tendanciels du coût des soins de santé et de l'utilisation de ces soins, du taux de croissance de la rémunération et des taux de mortalité.

Les ajustements qui découlent des gains et pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe de salariés concernés.

La durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants aux régimes d'avantages complémentaires de retraite est de 13,4 ans (13,4 ans en 2013). Les ajustements apportés en raison de modifications des régimes, pour un montant net après compensation des gains ou pertes actuariels non amortis concernant les services rendus par les salariés au cours de l'exercice précédent, sont comptabilisés dans l'état des résultats de la période au cours de laquelle la modification a été apportée.

### iii) Services de transport par traversier gratuits pour les salariés et les retraités

Les salariés et les retraités de Marine Atlantique S.C.C. bénéficient d'avantages relatifs au transport à bord des navires de la Société. Les salariés syndiqués, les salariés non syndiqués et les cadres ont droit de bénéficier de ces privilèges après avoir accumulé quatre mois d'emploi continu et 694 heures de travail normales ou après deux années de service, à la première de ces éventualités. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'état de la situation financière à ce titre, car le montant de cet avantage est négligeable.

# MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

## Notes complémentaires des états financiers intermédiaires non audités

30 juin 2014  
(en milliers)

---

### Avantages postérieurs à l'emploi

#### i) Passif au titre des indemnités pour accidents de travail

Pour certains membres de son personnel en activité ou anciens salariés, la Société est un employeur auto-assuré qui est responsable du passif au titre des indemnités pour accidents de travail. Le coût de ce passif est déterminé de façon actuarielle au moyen de la valeur actualisée nette du passif lié aux accidents de travail des salariés actuels et des anciens salariés lorsque des indemnités sont accordées par la Workplace Health, Safety and Compensation Commission de Terre-Neuve-et-Labrador, la Commission de la santé, de la sécurité et de l'indemnisation des accidents au travail du Nouveau-Brunswick ou la Workers' Compensation Commission de l'Île-du-Prince-Édouard, ou lorsque des modifications législatives sont apportées et qu'on peut raisonnablement estimer les coûts futurs prévus. La direction comptabilise les variations de la valeur actualisée nette du passif en se fondant sur les estimations actuarielles des coûts futurs mises à jour en fonction des données réelles et des modifications apportées aux hypothèses actuarielles.

Les ajustements qui découlent des gains et pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne prévue de versement des indemnités qui est de 10,0 ans (10,0 ans en 2013).

#### ii) Autres avantages

Les autres avantages postérieurs à l'emploi sont constitués des prestations de remplacement du revenu servies aux salariés en congé d'invalidité à court terme et des prestations du régime collectif qui continuent d'être versées aux salariés en congé d'invalidité à long terme. Le coût de ces autres avantages postérieurs à l'emploi est établi par évaluation actuarielle à partir de la valeur actualisée nette du passif associé aux prestations d'invalidité à court et à long terme versées actuellement aux salariés, compte tenu des taux d'inflation, des taux d'intérêt, des taux de mortalité et des taux tendanciels du coût des soins de santé. La direction comptabilise les variations de la valeur actualisée nette du passif en se fondant sur les estimations actuarielles des coûts futurs mises à jour en fonction des données réelles et des modifications apportées aux hypothèses actuarielles.

Les salariés syndiqués sont admis à recevoir des prestations d'invalidité à court terme le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de 60 jours d'emploi continu. Ces prestations ne sont pas offertes aux salariés non syndiqués ni aux cadres, car ils bénéficient d'un régime distinct d'assurance-maladie. Le régime d'invalidité à court terme des salariés syndiqués fournit des prestations pour compenser la perte de revenus d'emploi en cas d'invalidité à la suite d'une maladie ou d'un accident non lié au travail. Les prestations peuvent commencer à être versées après la fin du délai de carence prévu et leur versement se poursuit jusqu'à la fin de l'invalidité du salarié ou la fin de la période d'indemnisation, selon la première de ces éventualités. Afin de pouvoir bénéficier de prestations d'invalidité à court terme, les salariés doivent avoir travaillé pendant toute la période ouvrant droit aux prestations et satisfaire à la définition d'invalidité. Le montant des prestations hebdomadaires est calculé en fonction de la convention collective. Un salarié qui reçoit des prestations d'invalidité à court terme continue de bénéficier de l'assurance complémentaire couvrant les soins médicaux pendant une période de six mois, de l'assurance pour les soins dentaires pendant une période de trois mois, et de la couverture d'assurance-vie de base pendant une période de six mois. Le salarié peut, par la suite, demander une exonération de primes d'assurance-vie afin de préserver sa couverture. Les privilèges de transport du salarié sont maintenus pendant la période d'invalidité. Aucune



# MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

## Notes complémentaires des états financiers intermédiaires non audités

30 juin 2014  
(en milliers)

---

indemnité de décès ou de mutilation par accident ne peut être versée aux salariés qui ne sont pas actifs sur leur lieu de travail.

Les cadres et les salariés non syndiqués peuvent recevoir des prestations d'invalidité à long terme à compter du premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de 60 jours d'emploi continu. Les employés syndiqués ne sont pas admis à bénéficier de ce régime. Ce régime d'invalidité à long terme prévoit le versement régulier de prestations pour remplacer les revenus d'emploi perdus en raison d'une invalidité de longue durée due à une maladie ou à un accident non lié au travail. Le versement des prestations débute après une période de carence de 26 semaines et se poursuit jusqu'à ce que le salarié cesse d'être invalide, au sens de la politique en vigueur, ou atteigne 65 ans, selon la première de ces éventualités. Le montant des prestations hebdomadaires versées varie selon qu'il s'agit d'un employé non syndiqué ou d'un cadre. Un salarié qui reçoit des prestations d'invalidité à long terme continue de bénéficier de l'assurance complémentaire couvrant les soins médicaux et dentaires, et des privilèges de transport accordés, pendant toute la durée de son invalidité pour autant qu'il continue de satisfaire à la définition d'invalidité et n'a pas atteint 65 ans. Sa couverture d'assurance-vie de base est valide pendant une période de six mois. Le salarié peut, par la suite, demander une exonération de primes d'assurance-vie afin de préserver sa couverture. Aucune indemnité de décès ou de mutilation par accident ne peut être versée aux salariés qui ne sont pas actifs sur leur lieu de travail.

Un régime de congés de maladie est également offert aux cadres et aux salariés non syndiqués qui ont été embauchés après le 1<sup>er</sup> septembre 2001, qui leur permet d'accumuler des congés de maladie pendant leur service. Les employés embauchés avant le 1<sup>er</sup> septembre 2001 sont admis à accumuler des congés de maladie en fonction du nombre d'années de service. Les employés syndiqués ne sont pas admis à bénéficier de ce régime. Dans le cadre de ce régime, les congés de maladie peuvent être accumulés, mais ne constituent pas des avantages acquis. Aucun passif n'a été comptabilisé dans l'état de la situation financière à ce titre, car le montant est négligeable.

### g) Constatation des revenus

La Société comptabilise les revenus lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord, que la livraison des biens a été effectuée, que le prix à payer par l'acheteur est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les produits des activités de transport et du supplément pour le carburant sont comptabilisés lorsque les services de traversier sont rendus. Les clients de la Société doivent payer à l'avance, au moment où ils font leur réservation. Les sommes reçues sont d'abord comptabilisées comme des revenus reportés, puis constatées en tant que revenus lorsque les services de traversier sont rendus. Les intérêts créditeurs sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

### h) Charges

Les charges sont comptabilisées selon la comptabilité d'exercice. Des charges de fonctionnement sont donc comptabilisées lorsque les biens sont reçus ou les services rendus.

Les charges comprennent également des provisions qui reflètent la variation de la valeur des actifs et des passifs, y compris des provisions pour créances douteuses et pour obsolescence des stocks. Les charges englobent aussi l'amortissement des immobilisations corporelles, la consommation des stocks et les charges payées d'avance.

# MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

## Notes complémentaires des états financiers intermédiaires non audités

30 juin 2014  
(en milliers)

---

i) Charges payées d'avance

Les charges payées d'avance sont des décaissements effectués avant l'achèvement des travaux, la livraison des biens ou la prestation des services, ou des paiements versés à l'avance aux termes de contrats de location. Elles comprennent également les coûts liés à l'importation de navires affrétés qui sont amortis dans le poste taxes d'importation de navires d'affrètement à l'état des résultats sur la durée des contrats de location connexes.

j) Conversion des devises

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux cours du change en vigueur à la date de clôture. Les revenus et les charges sont convertis aux cours du change en vigueur à la date de l'opération. Les engagements et les éventualités libellés en devises sont convertis aux cours du change en vigueur à la date de clôture. Un gain ou une perte de change qui se produit avant le règlement est comptabilisé dans l'état des gains et pertes de réévaluation. Au cours de l'exercice où a lieu le règlement, le montant cumulatif des gains et pertes de réévaluation fait l'objet d'une écriture de contrepassation dans l'état des gains et pertes de réévaluation et un gain ou une perte de change déterminé en fonction du cours du change à la date de comptabilisation initiale de l'élément est comptabilisé à l'état des résultats.

k) Passifs éventuels

Les passifs éventuels sont des obligations potentielles qui peuvent donner lieu à des passifs réels si un ou plusieurs événements futurs se produisent ou ne se produisent pas. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, un passif estimatif est comptabilisé et une charge est constatée. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant en cause, l'éventualité est présentée dans les notes complémentaires.

l) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables pour le secteur public, exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses ayant une incidence sur les montants de l'actif, du passif et de l'information sur les actifs et les passifs éventuels présentés à la date de clôture et les montants des revenus et des charges présentés au cours de l'exercice. Les estimations comptables importantes de la Société portent notamment sur ce qui suit : l'actif au titre des prestations de retraite constituées, les passifs au titre des avantages complémentaires de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et les litiges. Les estimations sont établies à partir des meilleures informations disponibles au moment de la préparation des états financiers et elles sont révisées annuellement afin de refléter les nouvelles informations obtenues. Les résultats réels pourraient différer des estimations établies.

### 3. SOMME À RECEVOIR DU (À PAYER AU) GOUVERNEMENT DU CANADA

La Société est financée par le gouvernement du Canada en fonction principalement de ses besoins de trésorerie. En outre, les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et dans l'excédent cumulé au cours d'un exercice peuvent être financés par le gouvernement du Canada au cours d'exercices différents. Par conséquent, les résultats d'exploitation nets de la Société pour un exercice donné

**MARINE ATLANTIQUE S.C.C.**  
**Notes complémentaires des états financiers intermédiaires non**  
**audités**  
**30 juin 2014**  
**(en milliers)**

diffèrent selon qu'ils sont présentés en fonction du financement octroyé par le gouvernement ou des principes comptables généralement reconnus.

	<b>30 juin 2014</b> <b>(3 mois)</b>	31 mars 2014 (12 mois)
Somme à recevoir du (à payer au) gouvernement du Canada au début de la période	<b>(2 604) \$</b>	(2 687) \$
Crédits parlementaires reçus au cours de la période Comptabilisés au cours de la période	<b>(36 224)</b>	(153 017)
Exploitation	<b>20 272</b>	117 742
Immobilisations corporelles	<b>6 553</b>	35 358
(Déficit) excédent – financement public	<b>9 399</b>	(83)
Somme à recevoir du (à payer au) gouvernement du Canada à la fin de la période	<b>(12 003) \$</b>	(2 604) \$

**4. TRÉSORERIE**

Les liquidités soumises à restrictions sont des liquidités libellées en euros, y compris les intérêts courus, qui sont détenues dans un compte de garantie bloqué. Le montant total du solde libellé en euros se chiffre à 6 223 dollars (6 223 dollars au 31 mars 2014), ce qui correspondait à 9 095 \$ CAN au 30 juin 2014 (9 476 \$ CAN au 31 mars 2014).

**5. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2014, la charge nette au titre des avantages sociaux futurs s'est élevée à 3 171 \$ (5 107 \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2013). Cette charge comprend les coûts au titre du régime de retraite agréé à prestations déterminées, du régime d'assurance-vie et de soins de santé et de soins dentaires pour les retraités et des indemnités pour accidents du travail.

**6. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

La Société est liée par propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Elle effectue des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités, selon les mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux parties non apparentées. Au cours du trimestre, la Société a engagé des charges de 460 \$ (367 \$ pour le trimestre correspondant de 2013) avec d'autres sociétés d'État, des ministères et des organismes publics fédéraux. En outre, le gouvernement du Canada finance la Société, comme cela est précisé dans les notes complémentaires 2a) et 3. Transports Canada a autorisé la Société à utiliser gratuitement les terres publiques sur lesquelles sont sis ses terminaux portuaires. Aucun montant n'a donc été comptabilisé à ce titre, car la juste valeur de ce service qui est rendu gratuitement ne peut pas faire l'objet d'une estimation fiable.

# **MARINE ATLANTIQUE S.C.C.**

## **Notes complémentaires des états financiers intermédiaires non audités**

**30 juin 2014**  
**(en milliers)**

---

### **7. ÉVENTUALITÉS**

Le montant des éventualités comptabilisé a augmenté depuis la fin du plus récent exercice pour tenir compte des nouvelles réclamations que pourrait devoir régler la Société.